

PROGRAMME D'AGGLOMÉRATION

Mesures réalisées et à venir

L'assemblée d'agglomération du 17 septembre 2015, regroupant les conseillers communaux des 11 communes de l'agglomération, a accepté le crédit pour la réalisation du projet d'agglomération de 3^e génération (PA3). Les études relatives à ce PA3 vont démarrer : l'occasion de tirer un bilan des mesures inscrites dans les projets de 1^{re} et 2^e génération (PA1 et PA2) qui sont aujourd'hui réalisées ou sur le point de l'être.

Des projets en faveur du vélo et de la gestion de la circulation routière

A l'heure actuelle, onze mesures d'agglomération ont vu le jour. Une majorité d'entre elles ont permis de faciliter et de sécuriser les déplacements à vélo. Deux pistes cyclables, la première entre Vicques et Courroux, et la seconde, entre Courrendlin et Châtillon, offrent un cheminement uniquement réservé aux vélos. Plusieurs itinéraires cyclables ont également été aménagés, notamment entre Delémont et Courtételle. A la différence de la piste cyclable, l'itinéraire cyclable cohabite avec le trafic agricole ou forestier. De plus, la vélostation à la Gare CFF de Delémont a été inaugurée en janvier 2014.

Bien entendu, les mesures réalisées ne concernent pas uniquement les vélos. Des aménagements routiers ont permis d'améliorer la circulation dans l'agglomération: le giratoire à côté de la gare CFF de Courtételle, l'entrée est de Develier et la route de contournement au sud de la Communance à Delémont. En outre, à l'entrée de Delémont en venant de Soyhières, le passage à niveau a été réaménagé afin de sécuriser la traversée des piétons et vélos.



Une nouvelle piste cyclable sillonne la campagne entre Courrendlin (photo) et Châtillon.



Un exemple d'un arrêt de bus récemment construit à Courroux.

Enfin, la gare routière de Delémont est en cours de réalisation et sera inaugurée en fin d'année.

Près de 11 millions de subventions par la Confédération

Les mesures inscrites dans les projets d'agglomération ont été évaluées par la Confédération et peuvent ainsi recevoir des subventions. En prenant en compte le cofinancement de la gare routière, l'agglomération a obtenu 2,1 millions de subventions jusqu'à présent, et près de 11 millions au total sont accordés, sous réserve de la concrétisation des mesures bien évidemment.

Et pour les années à venir?

Plusieurs mesures sont actuellement en discussion ou déjà à l'étude et devraient se concrétiser prochainement.

C'est notamment le cas des arrêts de bus. Une mesure prévoit d'établir des projets-type de réaménagement et équipement des arrêts. Cela entre dans le cadre de la loi fédérale sur l'égalité pour les handicapés qui exige une mise aux normes des installations d'ici 2023. Il est également prévu de réaménager le chemin des Vies - Sainte-Catherine à Delémont et de le réserver aux piétons et vélos. L'accès aux terrains de football et au camping pour les voitures se fera par une nouvelle route aux Prés-Roses.

Du côté de Courrendlin, des passerelles sur la Birse pour la mobilité douce sont projetées au niveau du centre commercial (secteur Casino) et entre le quartier «Sur la Farrère» et le secteur de la Poste. Toujours en faveur de la mobilité douce, une piste cyclable sera aménagée entre Soyhières et Delémont en principe l'année prochaine.

Un nouveau projet d'agglomération pour renforcer la visibilité de notre région et bénéficier de subventions fédérales

Dans le cadre de la politique fédérale des agglomérations, la réalisation du projet de 3^e génération (PA3) de Delémont vient tout juste de démarrer. Afin de mieux comprendre ce que représentent les projets d'agglomération et plus particulièrement le PA3, Céline Wermeille, chargée de mission au bureau technique de l'agglomération, nous explique en quoi consistent ces documents et leurs apports pour le futur de notre région.

Céline Wermeille (photo), pour commencer, pouvez-vous nous expliquer ce que contient un projet d'agglomération?



Le projet d'agglomération (PA) est un document d'aménagement du territoire présentant un état de la situation actuelle, des stratégies futures déclinées en objectifs, eux-mêmes déclinés en mesures concrètes. A titre d'exemple, un objectif du PA2 vise à «relier les centralités entre elles». Des mesures permettant d'atteindre cet objectif sont entre autres les itinéraires cyclables.

Dans quel cadre les PA sont-ils réalisés?

Dans sa politique des agglomérations, la Confédération demande de réaliser un PA tous les 4 ans. Cela permet de reprendre les PA précédents et d'en tirer un bilan. Les mesures concrètes et leur horizon de réali-

sation sont adaptés si nécessaire. La Confédération demande aux agglomérations d'établir des stratégies visant à gérer au mieux les problématiques liées à l'aménagement du territoire et à la mobilité dans ces régions qui sont souvent les plus dynamiques du pays. Aussi, les PA se concentrent sur deux axes: d'une part, l'urbanisation et le paysage et, d'autre part, les transports.

Quels intérêts avons-nous de réaliser ces projets d'agglomération?

L'établissement des PA permet à notre région de participer au programme fédéral des agglomérations et donc de collaborer directement avec Berne. Cela renforce la visibilité de l'agglomération de Delémont sur le plan national. En plus des échanges avec la Confédéra-

tion, ce programme offre la possibilité de partager nos expériences avec d'autres agglomérations.

Mais l'apport principal des PA reste les subventions accordées par la Confédération pour certaines mesures concrètes. Le cofinancement de projets donne un coup de pouce intéressant face aux défis futurs de l'agglomération en termes d'urbanisation et de mobilité.

Pourquoi une mesure peut-elle être subventionnée et pas une autre?

Tout d'abord, il faut savoir que seules les infrastructures de transports peuvent être cofinancées. Dans les PA, une mesure à mettre en place à court terme sera en priorité A (B pour le moyen-terme et C pour un horizon plus lointain).

Seules les mesures en priorité A sont soumises à la Confédération pour un éventuel cofinancement.

Ensuite, la Confédération détermine si la mesure est bien justifiée et si elle contribue à atteindre les objectifs du PA de manière efficace. A partir de là, un certain nombre de mesures sont subventionnées.

En fonction de la qualité du PA, la Confédération fixe un taux de contribution. Pour le PA1, il s'agissait d'un taux de 40%, et de 35% pour le PA 2.

En quoi le PA3 sera-t-il différent des PA précédents?

Comme je l'ai dit, il permet tout d'abord de dresser un bilan des PA1 et PA2; il s'agit en quelque sorte d'une mise à jour. Toutefois, une nouveauté du PA3 sera la thématique du paysage (intégrée à l'urbanisation). La Confédération demande qu'une attention particulière soit apportée au paysage de l'agglomération, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

De plus, le PA3 définit quelles mesures sont à réaliser prochainement, donc à inscrire en priorité A. Il peut s'agir de mesures en priorité B dans le PA2 par exemple, ou de nouvelles mesures. Les mesures en priorité A dans le PA3 seront soumises à la Confédération pour un éventuel cofinancement. Sans la réalisation du PA3, aucune nouvelle subvention fédérale ne serait envisageable.

Un Plan directeur régional a été mis en consultation publique cet été, quelle est la différence entre ce document et le PA3?

Pour commencer, le PA3 propose des mesures concrètes, ce qui n'est pas le cas du Plan directeur régional (PDR). Comme ce dernier est bientôt terminé, les stratégies et objectifs définis pourront être en grande partie repris pour le PA3. Il s'agira ensuite de traduire ces objectifs en projets concrets. Le PA3 apporte une étape supplémentaire puisqu'il définit les mesures à réaliser pour atteindre les objectifs. Le PDR aborde davantage de thématiques que le PA3. Par exemple, un chapitre complet est dédié à la nature et au paysage (alors que dans le PA3 le paysage est intégré dans l'urbanisation). La planification énergétique du point de vue du territoire est également traitée, ce qui n'est pas demandé dans les PA.

Comment le périmètre du PA3 et donc de l'agglomération a-t-il été défini? Ne serait-il pas envisageable d'inclure d'autres communes?

Le périmètre des agglomérations suisses est défini depuis 2001 par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Il doit comporter une commune-centre, Delémont dans le cas présent, et des communes établies dans la couronne, pour un minimum de 20'000 habitants. Les communes sont intégrées dans l'agglomération suivant une série de critères, notamment le taux de résidents travaillant dans la ville-centre et la continuité du bâti.

Il est bien entendu possible de prendre en compte d'autres communes dans les réflexions du PA3 d'autres communes, notamment pour des questions de liaisons. A titre d'exemple, un itinéraire cyclable entre Courtételle et Courfaivre fait partie des mesures réalisées du PA1. Par contre, aucune subvention fédérale n'est accordée hors du périmètre de l'agglomération.

Y aura-t-il une phase d'information et de consultation auprès de la population? Une collaboration est-elle prévue?

Oui, une information publique est prévue en mai-juin 2016, avant l'envoi du document à l'examen préalable dans les services cantonaux, comme cela a été le cas pour les PA1 et PA2 à l'époque.

La collaboration se fera principalement avec les communes, notamment en ce qui concerne les mesures concrètes. La Commission d'aménagement de l'agglomération regroupe les conseillers communaux en charge de l'aménagement du territoire des 11 communes. Elle est chargée de traiter le PDR et se retrouvera régulièrement pour discuter du contenu du PA3.

Le document sera également présenté et soumis au Conseil d'agglomération qui réunit les 11 maires. Une collaboration étroite entre les bureaux d'étude travaillant sur le PA3 et les communes est essentielle pour définir des stratégies et des mesures répondant au mieux aux besoins futurs de notre région.

L'agglomération de Delémont: un territoire où les transports et l'urbanisation sont coordonnés par le Plan directeur régional et les projets d'agglomération soutenus par la Confédération.

Economies d'énergie : l'union fait la force

L'assemblée d'agglomération du 17 septembre a accepté le projet d'adhésion au label «Région de l'énergie» ainsi que le crédit de 82'040 francs nécessaire pour les dépenses de 2016 à 2019. La Ville de Delémont est labellisée Cité de l'énergie depuis 1999. Les autres Communes de l'agglomération le deviendront ensemble.

Les collectivités publiques et les citoyens seront appelés à relever des défis énergétiques très importants ces prochaines années afin d'atteindre les objectifs de la stratégie fédérale 2050 en la matière, et la stratégie cantonale 2035 qui en découle.

Sur le principe de «l'union fait la force», les labels «Cité de l'énergie» et «Région de l'énergie» sont un seul et même programme systématique à long terme d'économie d'énergie, de développement des énergies renouvelables et de réduction du bilan carbone, inscrit dans le programme SuisseEnergie de l'Office fédéral de l'énergie. Ce dernier permet l'obtention d'une distinction pour les Communes qui réalisent concrètement une politique communale durable en matière d'énergie, de trafic et d'environnement.

Dans sa charte de 2007, l'agglomération de Delémont prévoit de se profiler comme région modèle sur le plan des énergies renouvelables et de l'économie d'énergie. Pour cela, elle vise l'obtention du label «Région de l'énergie» pour l'ensemble de son territoire. La démarche d'adhésion qui sera engagée prochainement répond pleinement à l'objectif de 2007.

Mesures concrètes à mettre en œuvre

Le contexte énergétique national est en phase de profonde mutation, qui est illustrée notamment par le non-remplacement des centrales nucléaires et la forte volonté politique de ne plus dépendre des énergies fossiles à terme, sachant qu'aujourd'hui plus 75% de l'énergie consommée l'est par des combustibles pétroliers ou du gaz.

La stratégie énergétique fédérale et la conception cantonale de l'énergie ne retiennent pas que des scénarios et des stratégies, mais aussi des obligations légales pour les collectivités publiques de mettre en œuvre des mesures concrètes.

Le label «Région de l'énergie» est considéré comme un outil très judicieux pour atteindre les objectifs. Il comprend plusieurs domaines qui couvrent la pluridisciplinarité des activités communales: le développement, la planification urbaine et régionale, les bâtiments et équipements, l'approvisionnement et la



A l'image de l'éclairage public, par exemple, toutes les communes souhaitent étudier et mettre en place les meilleures solutions énergétiques.

Les avantages à devenir membre de l'Association Région de l'énergie sont les suivants:

- Elle offre une vision stratégique intercommunale cohérente à long terme par la création d'un plan d'actions évolutif à l'échelle du territoire.
- Elle permet de réduire la consommation d'énergie et le bilan carbone à l'échelle du territoire et donc de réaliser des économies financières proportionnelles aux réductions de la consommation.
- Elle donne l'accès à des programmes de subventions.
- Elle identifie et donne des priorités concernant les actions à mener (par une évaluation du rapport coût/efficacité/bénéfice des actions).
- Elle assure la mise en adéquation avec les politiques énergétiques cantonales (Conception cantonale de l'énergie, loi sur l'énergie) et fédérale (loi sur l'énergie, Stratégie énergétique 2050).
- Le label bénéficie d'un contrôle qualité grâce aux audits menés.
- L'Association permet un accompagnement et l'accès à un centre de compétences et de participer à un réseau d'échange avec d'autres Communes.

Programme énergétique à élaborer

Le Plan directeur régional de l'agglomération, récemment mis en consultation, présente l'objectif d'inscrire le développement de l'agglomération dans le cadre défini par les objectifs confédéraux de la société à 3'500 Watts en 2050 (2035 pour les objectifs cantonaux) et 2'000 Watts en 2100, en divisant par trois les besoins énergétiques actuels. Les émissions de gaz à effet de serre devront elles être divisées par 5, en laissant une place prédominante aux énergies renouvelables.

Le processus de labellisation «Région de l'énergie» débutera par la réalisation d'un état des lieux des actions déjà menées (assainissement de bâtiments, planification énergétique territoriale, projet liés à la mobilité, etc.). Ensuite, un programme de politique énergétique sera élaboré, avec un plan d'action qu'il s'agira de mettre en œuvre.

L'organisation sera menée par un groupe de travail, un délégué à l'énergie de l'agglomération, en étroite coordination avec les Services industriels de Delémont (SID). Le coût est évalué à 82'040 francs de 2016 à 2019 (subventions déduites).

Si chaque commune effectuait les mêmes démarches individuellement, le coût global serait nettement plus élevé (plus du double).

PHOTO YANNICK BARTHÉ 2015